



Vers la résilience et la réponse aux changements climatiques

Comment le secteur de la sécurité et de la justice peut se préparer à des opérations perturbées, à des menaces accrues et à des services sursollicités

Dire que le secteur de la sécurité et de la justice traverse une période très difficile relève de l'euphémisme. Le racisme et la discrimination sont au centre des discussions sur la nécessité d'une réforme des services de police. Les troubles mondiaux obligent de nombreuses personnes à se réinstaller en tant que réfugiés et immigrants. Les tribunaux sont confrontés à des arriérés grandissants. Le vieillissement de la population a des répercussions partout, du profil démographique des travailleurs aux tendances en victimisation.

Ce n'est pas tout. La santé mentale est devenue la toile de fond de bon nombre des problèmes qui retiennent l'attention du secteur. Les intervenants de première

ligne et les militaires sont davantage aux prises avec des problèmes de santé mentale que le reste de la population. Et même si les nouvelles technologies peuvent favoriser l'efficacité – des tribunaux jusqu'aux frontières – les pénuries de travailleurs qualifiés font qu'il est plus difficile de répondre aux demandes. Par ailleurs, l'érosion de la confiance dans les services de police doit être gérée¹.

Tous ces facteurs, et bien d'autres encore, contribuent à la nécessité urgente de réagir et d'évoluer. Dans les deux premières parties de notre série d'articles sur l'avenir de la sécurité et de la justice, nous sommes penchés sur certaines des pressions auxquelles le secteur est confronté, notamment la nécessité de créer

un système de justice plus équitable, d'être centrés sur l'humain en traitant avec les collectivités, de favoriser une nouvelle ère de sécurité et de bien-être des collectivités, d'adopter une approche systémique face aux causes profondes de la criminalité, et de renouveler l'accent qui est mis sur le « service » quand il est question de service de police.

Les changements climatiques constituent encore une autre pression qui a de profondes répercussions sur ce secteur. Transcendant tous les secteurs et la société dans son ensemble, ils se manifestent avec des effets de plus en plus fréquents et violents. Cette troisième et dernière partie de notre série porte sur les changements climatiques.

Vers la résilience et la réponse aux changements climatiques

Aller au-delà de la pensée traditionnelle

Les gens qui travaillent dans le secteur et qui le soutiennent ont de nombreuses raisons d'intégrer le climat dans leurs conversations, d'exercer leurs activités de manière plus durable et de planifier différemment. Les répercussions des changements climatiques ont des conséquences sur les opérations, la demande de services et les niveaux de menace, et cela vaut pour les services de police et d'autres services de sécurité, les intervenants en cas d'urgence, les tribunaux et les services correctionnels.

comme VIA Rail et BC Transit, entre autres, prennent des mesures et visent des cibles et des résultats clairs.

Pourtant, bien qu'il y ait des cas d'utilisation d'importantes initiatives écologiques (dont certaines sont mentionnées dans cet article), le secteur dans son ensemble ne considère pas encore l'atténuation des répercussions des changements climatiques comme une priorité dans sa planification et sa préparation. Beaucoup d'organismes locaux et d'autres organisations ne prennent même pas

Il est important que tous les organismes de sécurité et de justice intègrent des mesures de lutte contre les changements climatiques dans leur processus décisionnel, quel que soit leur mandat premier ou l'acuité de leurs risques. Le fait est qu'ils ont un lien avec les divers mandats dans ce secteur de manière très réelle, et qu'il y a un grand risque à ne pas comprendre ce lien et à ne pas agir et réagir de manière appropriée.

L'idée selon laquelle le secteur n'a pas de mandat central pour s'attaquer aux changements climatiques constitue depuis longtemps un obstacle. Les choses sont en train de changer. Bien que les travaux sur les changements climatiques portent souvent sur la protection de l'environnement, il s'agit également d'une question plus vaste qui touche la sécurité et la justice sociale. Les changements climatiques ont des répercussions qui vont bien au-delà de la préservation ou de la détérioration de l'environnement, atteignant tous les domaines, de la sécurité communautaire et frontalière à l'accès à la justice et à la réadaptation des délinquants.

Ces deux grandes dimensions – l'urgence d'exercer des activités de manière plus durable et la nécessité de considérer les changements climatiques comme un moteur de la demande de services – forcent une remise en question de la pensée traditionnelle du secteur.

L'enjeu est mondial. Tout le monde joue un rôle dans le problème et la solution. Les efforts de planification ne peuvent être considérés comme relevant uniquement des organisations traditionnellement axées sur les changements climatiques. Il est essentiel que tous les secteurs, sous-secteurs et échelons de gouvernement relèvent le défi de comprendre les répercussions potentielles sur leurs activités et leur rôle dans la crise.

Atteindre la [carboneutralité](#) relève du possible, mais seulement si toutes les organisations, quelle que soit leur raison d'être, exercent leurs activités de manière plus durable et planifient la façon dont les changements climatiques pourraient affecter leur travail. Dans le cas du secteur de la sécurité et de la justice, les effets se font sentir partout, des agences nationales de sécurité publique aux services locaux de sécurité communautaire.

Ces organismes et les personnes qui en font partie veulent avoir une incidence positive sur la société. Ils ont en commun des valeurs qui consistent à changer les choses, à être une force pour le bien et à assurer la protection, des valeurs qui peuvent également servir à propulser l'action à l'égard des changements climatiques et les décisions concernant la réponse à leurs effets.

Certains organismes du secteur, comme les agences de sécurité nationale aux États-Unis, commencent à s'attaquer aux changements climatiques dans leurs activités². Parmi les organismes du secteur public, nous observons des engagements à réduire l'empreinte carbone en modifiant les méthodes de travail. Des entités fédérales comme Environnement et Changement climatique Canada et le ministère de la Défense nationale, des ministères provinciaux, de grandes municipalités et des sociétés d'État

de mesures pour évaluer jusqu'à quel point ils aggravent les risques dans leur propre domaine. Cela s'explique en partie par la façon dont les risques climatiques sont classés et compris en ce qui concerne leur incidence directe ou indirecte sur le mandat et les activités de base des organismes sectoriels. Cette perception doit évoluer et se développer pour que le secteur soit à la fois prêt et résilient pour aller de l'avant.

Il y a aussi la question de savoir si un organisme doit stimuler les investissements de façon réactive pour s'adapter rapidement aux risques climatiques, ou investir de façon proactive dans des initiatives écologiques, comme la numérisation des formulaires ou l'écologisation des parcs de véhicules. Selon le point où elles se situent dans ce spectre d'acuité des risques, les organisations adopteront des comportements différents.



Vers la résilience et la réponse aux changements climatiques

Réduire l'empreinte carbone

Les changements climatiques sont l'une des plus importantes menaces à notre bien-être social et économique, à notre mode de vie même. Un rapport du [Centre d'action pour le climat et la durabilité de Deloitte](#) et des chiffres tirés du rapport de Deloitte mondial intitulé *The turning point – A Global Summary* indiquent que si rien n'est fait, ils pourraient représenter pour l'économie mondiale des coûts de [178 billions de dollars américains](#) au cours des 50 prochaines années.

La création d'un avenir à faibles émissions de carbone exige des efforts considérables dans tous les secteurs et toutes les régions (le fardeau étant plus lourd pour les pays où les émissions sont les plus élevées).

Le secteur de la sécurité et de la justice est tout aussi responsable que n'importe quel autre d'établir des priorités et de s'engager dans des efforts écologiques. Il peut se pencher d'abord sur les pratiques quotidiennes. Justice Canada participe activement au réacheminement des déchets et à des essais de systèmes électroniques, en intégrant des considérations environnementales à l'approvisionnement et en lançant un projet de carte de transport en commun qui encourage le personnel à opter pour des modes de transport moins gourmands en carbone pour les déplacements professionnels³. Le Ministère comprend que la durabilité de l'environnement contribue à sa capacité d'atteindre ses résultats stratégiques. Assurer l'excellence sur le plan juridique et commercial dépend en partie de l'innovation et de la responsabilité, notamment la gestion responsable des ressources.

Dans l'ensemble du secteur, des organismes réagissent en utilisant davantage d'énergie renouvelable, en multipliant leurs stratégies numériques, en écologisant leurs chaînes d'approvisionnement et leurs parcs de véhicules, et en adaptant la façon dont ils éclairent, chauffent et climatisent leurs bâtiments. Au Royaume-Uni, par exemple, seulement deux projets d'installation d'un éclairage à haute efficacité dans les prisons permettront au ministère de la Justice d'économiser environ 336 000 £ et 351 tonnes de CO₂ par an⁴.

Au Canada, plusieurs services de police cherchent à électrifier leur parc de véhicules :

- La police régionale de Peel, en Ontario, l'une des premières à mettre en œuvre l'utilisation de véhicules hybrides entièrement identifiés pour les patrouilles en 2020, a annoncé qu'elle avait livré ses premiers véhicules de police électriques en avril 2022⁵.
- En Nouvelle-Écosse, la Ville de Bridgewater a approuvé l'achat d'une Tesla Model 3 comme premier véhicule de police électrique, qui devait entrer en service pour l'été 2022⁶.
- Au Québec, la Ville de Repentigny et son Service de police ont lancé un projet pilote de six mois pour tester les premiers véhicules 100 % électriques de la province spécialement conçus pour le travail des policiers. Au-delà des avantages environnementaux, l'ergonomie intérieure des véhicules a été entièrement repensée — avec l'apport d'experts en santé et sécurité du travail et de patrouilleurs — pour fournir un meilleur environnement de travail aux policiers, qui passent beaucoup de temps dans leur véhicule⁷.

Tous ces efforts portent sur un aspect de la durabilité. Chacun des groupes du secteur peut penser différemment à l'interaction entre sa raison d'être et son rôle dans le développement durable, puis intégrer des initiatives écologiques à ses pratiques de base.

Par exemple, un article du *British Journal of Criminology* explique que de nombreux établissements correctionnels offrent aux détenus une formation qui leur permet d'acquérir des connaissances en écologie afin de les préparer à leur retour dans la société¹⁰. Cette formation peut notamment consister à améliorer leur compréhension de l'économie verte, et leur offrir des possibilités de travaux de « cols verts », comme l'installation de panneaux solaires.

D'autres programmes de prisons écologiques offrent une thérapie orientée sur la nature par le jardinage, l'aménagement paysager, la culture des plantes et l'apprentissage de la gestion de l'environnement¹¹. Ces programmes ont même été liés à des taux de récidive plus faibles.



Certains organismes vont plus loin. À Cincinnati, un district de police est devenu le premier aux États-Unis à gérer un commissariat à énergie zéro⁸. Le bâtiment certifié LEED (Leadership in Energy and Environmental Design) Platine comprend 40 puits géothermiques, un système de panneaux solaires de 330 kilowatts et des zones d'énergie de pointe pour l'optimisation des systèmes. Il a même été le sujet d'un film appelé *Blue Goes Green*, diffusé sur PBS en 2019⁹.

De telles initiatives constituent un bon point de départ, mais il demeure urgent de trouver des façons nouvelles et plus efficaces de relever le défi. Les conséquences potentielles uniques des changements climatiques sur la sécurité et la sûreté des collectivités doivent figurer à l'avant-plan de tous les efforts de planification opérationnelle.



Établir un lien entre les changements climatiques et la sécurité

Les organismes de sécurité et de justice doivent considérer les effets potentiels des changements climatiques sur leurs opérations et sur la demande de leurs services sous un angle différent. Pour certains, les répercussions sont graves. Cela fait partie de la gestion et de la planification des risques et, dans une certaine mesure, les risques existent pour toutes les facettes du secteur. C'est pourquoi le changement de mentalité revêt une si grande importance.

La perception pourrait être ce qui stimulera le rythme de la prise de mesures et des investissements. Cependant, quelle que soit leur acuité réelle ou perçue, les risques eux-mêmes devraient faire des changements climatiques un aspect critique de la planification stratégique et opérationnelle. Ils doivent être considérés comme des problèmes qui exigent de l'attention, des investissements et un engagement, et comme des occasions à saisir dans l'ensemble du secteur.

Trois aspects méritent de l'attention du point de vue de la sécurité et de la justice :

1 Gestion des urgences

L'Organisation météorologique mondiale fait remarquer que le nombre de catastrophes a été multiplié par cinq au cours des 50 dernières années, ce qui est dû en partie aux changements climatiques. Au cours de cette période, on a enregistré en moyenne une catastrophe par jour, entraînant quotidiennement le décès de 115 personnes et des dégâts se chiffrant à 202 M\$ US¹².

Bien que nous sachions qu'il s'agit d'une crise mondiale, les répercussions ont des conséquences locales très réelles, qui touchent directement les organismes de sécurité et de justice.

Pensons à ce qui s'est produit en Colombie-Britannique à l'automne 2021, où de fortes pluies ont provoqué de [graves inondations](#) dans certaines parties de la province. Les intervenants d'urgence avaient du mal à se rendre dans les communautés en raison des inondations et des glissements de terrain, qui avaient détruit plusieurs routes et ponts. Des villes se sont trouvées isolées et des milliers de personnes coincées. L'accès aux autoroutes et au plus important port du Canada a été touché, perturbant les chaînes d'approvisionnement. Au total, cinq personnes ont perdu la vie et les dégâts assurés se sont à eux seuls chiffrés à 675 M\$, ce qui en fait l'événement météorologique le plus coûteux de l'histoire de la province.

Les événements de ce genre ont de multiples répercussions sur la sécurité, qui vont du risque pour la sécurité personnelle à la perturbation des grandes artères de transport. Les services de police municipaux doivent organiser les missions de recherche et de sauvetage, gérer les évacuations et maintenir la sûreté et la sécurité du public, en plus de leur mandat habituel de préserver la sécurité des collectivités qu'ils desservent.

Les inondations en Colombie-Britannique étaient une catastrophe naturelle. Pourtant, l'événement météorologique qui les a provoquées a été lié aux changements climatiques. Puisque des incidents climatiques auxquels on s'attendait une fois tous les 50 ou tous les 100 ans se produisent maintenant régulièrement, les organismes devront revoir leurs plans de gestion des situations d'urgence pour tenir compte des effets probables des changements climatiques.

2 Criminalité

Les effets des changements climatiques sur la santé sont bien connus : la morbidité et la mortalité liées à la chaleur, les maladies

respiratoires causées par la fumée des feux de forêt, les maladies infectieuses d'origine hydrique suite à une sécheresse ou une inondation, et les décès ou blessures causés par des tempêtes ou des inondations, pour n'en nommer que quelques-uns.

Ce qui suscite beaucoup moins d'attention, ce sont les effets négatifs potentiels des températures ambiantes élevées sur la violence interpersonnelle, qui a des répercussions à la fois graves et à long terme. Des constatations récentes indiquent l'urgence d'agir :

- Une étude de sept villes, aux États-Unis, a révélé que chaque augmentation de 5 °C de la température moyenne quotidienne était associée à une augmentation de 4 % à 5 % des infractions sexuelles dans les huit jours suivants¹³. Une étude menée au Japon a montré que les transports ambulanciers suite à des agressions augmentent proportionnellement à la hausse des températures quotidiennes¹⁴.
- Au Canada, la température annuelle moyenne a connu une hausse de 1,7 °C depuis 1948 (environ le double du taux mondial) et de 2,3 °C dans le nord du pays (le triple du taux mondial)¹⁵. Les changements climatiques dans le nord comportent des risques particuliers (voir à la page suivante), et des températures globalement plus élevées pourraient être considérées comme un risque de criminalité.
- Un document de recherche a laissé entendre que les États-Unis pourraient enregistrer 22 000 meurtres, 1,2 million de voies de fait graves et de deux à trois millions de voies de fait simples de plus à cause des changements climatiques d'ici la fin du siècle¹⁶.

Vers la résilience et la réponse aux changements climatiques

La nature horriante de ces prévisions de même que le coût humain et financier pour la collectivité, les intervenants de première ligne et les organismes de sécurité et de justice sont un appel clair lancé aux organismes et aux fournisseurs du secteur pour qu'ils participent aux interventions face aux changements climatiques.

Selon l'Association for Psychological Science, « lorsque la chaleur rend les gens inconfortables, la colère, l'irritabilité et la probabilité d'agression physique et de violence augmentent¹⁷. » Cela affecte aussi les policiers. Une étude a examiné une formation de simulation de l'utilisation des armes à feu pour la police néerlandaise. Les policiers étaient divisés en deux salles, l'une à une température confortable (21 °C) et l'autre à une température élevée (27 °C). Un scénario à taille réelle était présenté à l'écran : après le déclenchement d'une alarme de sécurité, on voyait un suspect brandissant un pied-de-biche. Comparativement aux policiers qui se trouvaient dans la pièce confortable, ceux qui étaient dans la pièce très chaude étaient plus susceptibles de percevoir le suspect comme agressif, de le considérer comme une menace et de dégainer leur arme, ce qui souligne « le rôle que joue la température pour faire dégénérer de petites disputes en de véritables agressions ou des homicides ».

Ce ne sont là que quelques-unes des répercussions possibles. Les services de police, de sécurité publique et de justice peuvent en mentionner une foule d'autres – comme contourner la réglementation environnementale stricte, la fraude dans les marchés de compensation des gaz à effet de serre, et les conflits nationaux potentiels sur les politiques énergétiques¹⁸ – qui pourraient être considérées comme des risques liés aux changements climatiques qui stimulent la demande de services.

3 Personnes déplacées en raison des changements

Les sécheresses, les inondations, les cyclones, l'approvisionnement en eau et en nourriture menacé, et d'autres événements du genre peuvent créer des troubles, amplifier les conflits, provoquer des migrations de masse et mener à la déstabilisation. L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés signale que, déjà, les conditions météorologiques extrêmes

causent chaque année le déplacement de plus de 20 millions de personnes en moyenne, qui ne peuvent pas rentrer chez elles, et que certaines d'entre elles pourraient « avoir besoin d'une protection internationale¹⁹ ».

Bien que les rapports produits par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies indiquent que de nombreuses personnes obligées de quitter leur maison en raison des changements climatiques ne correspondent pas à la définition de « réfugiés », ils reconnaissent que cette lacune doit être corrigée, allant jusqu'à indiquer que ces personnes [sont les victimes oubliées du monde](#)²⁰ (en anglais seulement). À l'échelle mondiale, il faudra adopter une approche novatrice pour aider les personnes déplacées en raison des changements climatiques. Notre façon de les définir aura une incidence sur les mesures prises par les états et d'autres acteurs afin de les soutenir.

Le Canada sera sans doute considéré comme un lieu sûr. Sommes-nous prêts? Il nous faudra adopter une approche nuancée qui protège également notre propre sécurité et qui répond aux effets des changements climatiques à l'intérieur de nos frontières.

Plus d'un milliard de personnes risquent d'être déplacées d'ici 2050 en raison des changements environnementaux, des conflits et des troubles civils, selon les prévisions de l'Institut pour l'économie et la paix²¹. D'ici 2040, 5,4 milliards de personnes (plus de la moitié de la population mondiale projetée) vivront dans des pays connaissant un stress hydrique élevé ou extrême, et 3,5 milliards de personnes (en hausse par rapport à deux milliards aujourd'hui) pourraient souffrir d'insécurité alimentaire d'ici 2050.

Le secteur de la justice jouera un rôle clé pour venir en aide à ces populations vulnérables, notamment en offrant des conseils juridiques, un soutien et une protection aux réfugiés personnes déplacées en raison des changements climatiques, et en suscitant des discussions internationales sur leurs droits. D'autres organismes de sécurité auront à répondre à leurs besoins de sécurité physique, de logement et de services.

Les changements climatiques pourraient mener à une crise internationale des réfugiés, mais ils posent également le risque de graves perturbations ici même au pays. Toutes les régions sont vulnérables : inondations côtières dans les provinces de l'Atlantique, dommages à l'infrastructure au centre du pays, et incendies de forêt, inondations et sécheresses dans les provinces de l'Ouest.

Il y a également des risques de déplacements au Canada. Pendant les inondations en Colombie-Britannique, 15 000 personnes ont dû quitter leur maison. Certaines populations sont particulièrement à risque : les changements climatiques appauvrissent les sources de nourriture, font augmenter le coût des aliments importés, perturbent les habitats traditionnels des animaux, nuisent à la santé, et menacent la sécurité financière des peuples autochtones²². La fonte des glaces et les débordements riverains ont déjà causé au moins le déplacement temporaire de certaines communautés autochtones.

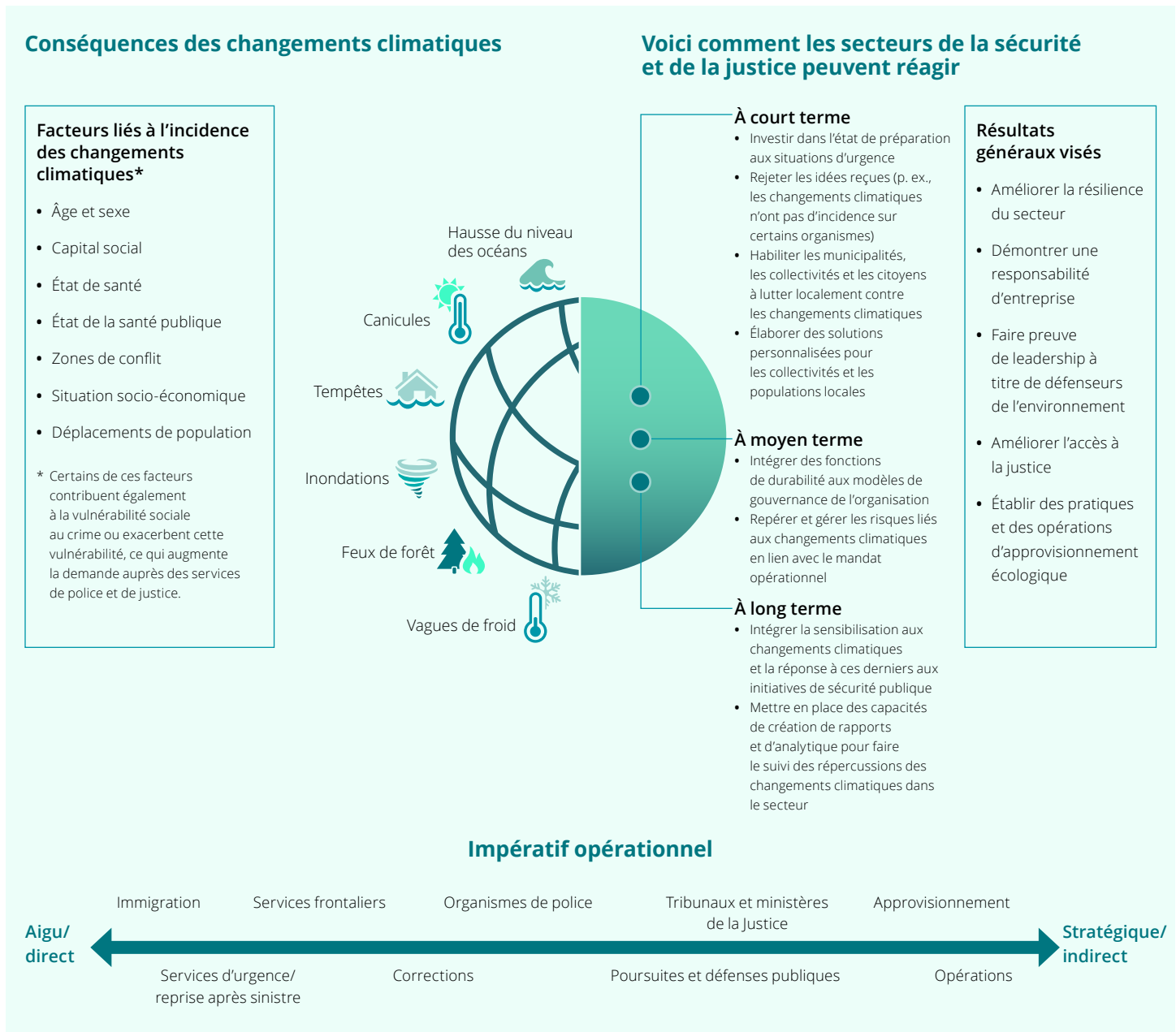


Un récent [rapport de Deloitte](#) sur la façon de respecter les engagements du Canada envers le climat et la réconciliation avec les peuples autochtones soulignait que « les interactions avec les peuples autochtones doivent être au cœur du parcours vers la carboneutralité du Canada ». Le rapport citait le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies : « Les changements climatiques ont exacerbé les difficultés déjà présentes dans les communautés autochtones, incluant la marginalisation politique et économique, la perte des terres et des ressources, la violation des droits de la personne, la discrimination et le chômage. ».

Cadre conceptuel

Les conséquences des changements climatiques auront une incidence directe et indirecte sur le rythme auquel les agences de sécurité et de justice devront réagir, ainsi que sur l'envergure de leur réponse, en intégrant officiellement les mesures liées aux changements climatiques à leur planification stratégique et opérationnelle. À titre de responsables du maintien de la sécurité publique, les organismes

des secteurs de la sécurité et de la justice ont l'obligation d'atténuer ces conséquences et de favoriser la résilience des organisations et de la collectivité. Ils devraient déjà accorder la priorité à la réflexion sur les répercussions potentielles des changements climatiques sur leurs principales opérations.



Les organismes de sécurité et de justice jouent un rôle majeur dans la création de collectivités résilientes. Cela est vrai dans l'ensemble, en termes de perception de la sécurité et d'accès aux services et aux mesures de soutien, et en ce qui concerne le changement climatique.

Améliorer la résilience organisationnelle et communautaire

Les perturbations et les événements dangereux qui sont liés au climat deviennent la norme. La résilience climatique consiste en partie à pouvoir les anticiper, s'y préparer, réagir, y faire face et s'en remettre.

L'infrastructure et les programmes d'un organisme détermineront la résilience de celui-ci – et des collectivités qu'il sert – face à ces événements.

La *Stratégie de sécurité civile* de Sécurité publique Canada cerne deux aspects clés de la résilience : un système dynamique et interconnecté pour fournir des appuis, et un concept fondé sur les capacités, les biens, les compétences et les aptitudes et sur la façon dont ces derniers peuvent être mobilisés pour réduire la vulnérabilité et les risques²³.

De nombreuses populations sont par ailleurs confrontées à des obstacles systémiques, avec des vulnérabilités asymétriques partout au Canada. Des communautés sont en péril en raison de leur situation géographique (risque accru de catastrophes), de l'éloignement et du manque d'accès aux services d'urgence, notamment certaines communautés autochtones, comme nous l'avons mentionné.

Nous savons déjà que les communautés qui recherchent l'équité ont souvent des interactions avec le système de justice en nombre disproportionné en raison de plusieurs facteurs socio-économiques. Les répercussions des changements climatiques peuvent avoir le même effet : les préjudices se font sentir de manière inégale. Pour les communautés déjà confrontées à des obstacles qui les empêchent de prospérer en période de calme, les inégalités peuvent être amplifiées en période de crise.

Au cours d'une seule semaine en 1995, les températures extrêmes ont causé le décès de plus de 700 personnes à Chicago, dont un nombre disproportionné provenaient de communautés racisées. Un livre portant

sur cette semaine mortelle a fait ressortir les failles grandissantes dans les fondations sociales des villes et rappelé que les changements climatiques constituent un défi majeur pour les centres urbains²⁴.

Il ne peut tout simplement pas exister d'approche générale de financement et de soutien, vu que certaines collectivités auront besoin de plus de ressources que d'autres. Pour souligner l'ampleur des inégalités, une étude américaine montre que les communautés majoritairement de race blanche ont en fait connu une *augmentation de la richesse moyenne* à la suite de catastrophes naturelles en raison de généreuses initiatives de réinvestissement, tandis que les communautés composées principalement de minorités ont connu une diminution de la richesse²⁵.

Dans la deuxième partie de cette série d'articles, qui traite d'[une nouvelle ère de sécurité et de bien-être des communautés](#), nous avons souligné que diverses circonstances peuvent contribuer à la probabilité d'être auteur ou victime d'un crime, notamment la pauvreté, le chômage, la souffrance mentale, la dépendance

et l'itinérance. Les changements climatiques représentent un risque supplémentaire qui peut exacerber la vulnérabilité des personnes confrontées à ces circonstances.

Certaines collectivités expérimentent une formule de carrefours de résilience – des centres de quartier qui offrent des services, des espaces et des programmes adaptés à la culture et dans plusieurs langues pour les efforts de développement communautaire visant à accroître la résilience en cas d'urgence²⁶. Ces carrefours offrent souvent, de plus, un lieu sûr pour l'hébergement et l'aide provisoires pendant les jours de chaleur extrême, ou fonctionnent comme des centres de distribution après des catastrophes.

Il importe plus que jamais que les organismes de sécurité et de justice aident les membres de la collectivité à s'adapter aux chocs émergents, à être prêts à absorber les répercussions des perturbations et à apprendre de l'expérience pour la prochaine fois. Cela nécessitera une sensibilisation aux risques pour les personnes, les entreprises et la collectivité, la capacité de les gérer de manière proactive, et les ressources nécessaires pour rebondir.





Les changements climatiques devraient être un fil conducteur constant dans les discussions sur la planification, les investissements, les opérations et la collaboration pour tous les organismes, et ce, pour leur bien, celui des gens qu'ils servent et celui des gouvernements dont ils relèvent.

Nouvelles réflexions et mesures à prendre pour progresser

Les services de police et autres services de sécurité, les intervenants d'urgence, les tribunaux et les services correctionnels font tous une différence positive. Prendre des mesures face aux changements climatiques – de manière générale et cohérente – constitue pour eux une autre occasion de poursuivre leurs efforts.

Quels sont les obstacles? Les gouvernements locaux ont souvent des fonds limités à affecter de manière proactive aux enjeux climatiques. Les contraintes budgétaires signifient souvent que les fonds sont en priorité orientés vers d'autres problèmes. Pourtant, la préparation peut réduire considérablement les coûts de rétablissement. Des études montrent que chaque dollar dépensé pour atténuer les risques liés au climat permet d'économiser quatre fois autant en coûts de rétablissement²⁷.

La perturbation des cycles décisionnels et le manque d'expertise sont aussi des obstacles. Les initiatives de lutte contre les changements climatiques sont souvent financées et mises en œuvre par plusieurs administrations, ce qui les rend vulnérables aux intérêts politiques.

Si les organismes du secteur n'ont pas les données ou les connaissances appropriées, ils ne seront pas en bonne position pour réagir aux catastrophes climatiques. Dans ces cas, il peut être avantageux de tirer parti de l'expertise technique de cabinets tiers pour soutenir les efforts de planification de la résilience.

Le climat et la sécurité sont des enjeux indépendants, mais aussi interdépendants. Les changements climatiques devraient être un fil conducteur constant dans les discussions sur la planification, les investissements, les opérations et la collaboration pour tous les organismes, et ce, pour leur bien, celui des gens qu'ils servent et celui des gouvernements dont ils relèvent.

Sans l'attention requise, les risques pour nos collectivités, pour la sécurité et pour l'accès aux services de justice sont tout simplement trop élevés. Chaque entité peut faire sa part pour atténuer les risques et saisir les occasions.

Voici neuf possibilités de mesures à prendre pour stimuler les progrès :

- 1 Investir dans la préparation aux situations d'urgence** en définissant les meilleures pratiques, en assurant l'efficacité et la résilience des chaînes d'approvisionnement et en préparant les collectivités à réagir aux événements.
- 2 Rejeter les idées reçues** qui séparent les initiatives climatiques de la mission centrale des organismes de sécurité et de justice. Les idées reçues sont des croyances répandues qui sont souvent tacites et incontestées. Elles façonnent les comportements, les choix et les stratégies, et elles créent des angles morts. Leur remise en question [peut faire ressortir des occasions de croissance et d'innovation](#) dans le secteur public. Bien que la lutte contre les changements climatiques ne soit pas l'objectif premier du secteur de la sécurité et de la justice, les efforts qu'il déploie contribuent directement et indirectement à la sécurité publique. Il est donc logique et approprié d'intégrer la sensibilisation et l'intervention dans les initiatives de sécurité publique. Les organismes gouvernementaux tournés vers l'avenir climatique sont ceux qui [alignent leurs objectifs d'action climatique sur leur mission](#).
- 3 Donner aux municipalités, aux collectivités et aux citoyens les moyens** de faire du climat une priorité locale – l'enjeu n'est pas seulement mondial.
- 4 Élaborer des solutions adaptées aux populations locales**, notamment la planification et les opérations de sécurité communautaire.
- 5 Élaborer de nouveaux modèles de gouvernance** pouvant être adaptés à l'ampleur et à la complexité du défi afin que les organismes soient mieux connectés les uns aux autres, ainsi que pour apporter transparence et visibilité aux efforts collectifs de lutte contre les changements climatiques. Intégrer des fonctions de développement durable dans les modèles de gouvernance au niveau des organismes. Les communautés résilientes sont aussi des communautés connectées. Faire appel à des experts externes au besoin pour faciliter ce parcours.
- 6 Déterminer les répercussions des changements climatiques sur les processus et l'infrastructure existants, en améliorer la compréhension, puis gérer ces risques** pour atténuer les dommages au secteur et aux collectivités qu'il dessert. Faire correspondre les mesures à l'ampleur du risque afin que l'intervention, le cas échéant, soit priorisée, globale et qu'elle tienne compte de tous les scénarios possibles. Déterminer les risques de l'inaction.
- 7 Appliquer une optique d'équité** à toutes les mesures visant à lutter contre les effets disproportionnés que subissent les populations vulnérables et à s'assurer que les solutions répondent aux besoins de la collectivité. Travailler en partenariat avec divers groupes de parties prenantes, notamment les communautés qui aspirent à l'équité et les organisations non gouvernementales, pour accroître la résilience des collectivités et les investissements dans la lutte contre les changements climatiques.
- 8 Développer et affirmer les efforts de collecte et d'analyse des données** pour mieux comprendre les effets des changements climatiques, en particulier au niveau local (sur les tendances de la criminalité, la sécurité publique, etc.), et tenir les organisations responsables. Bien qu'il y ait plus de données sur les répercussions climatiques pour les questions liées à la sécurité nationale, à la gestion des urgences et à la planification des catastrophes et de la reprise, on note un manque relatif de données sur les répercussions sur la sécurité et la sûreté à l'échelle locale. Tirer des leçons des tendances pouvant mener à des pratiques exemplaires qui pourraient être reproduites.
- 9 Intégrer et rehausser la sensibilisation aux changements climatiques comme impératif stratégique** en incluant les enjeux climatiques dans les discussions opérationnelles et en intégrant des objectifs de rendement significatifs dans la planification stratégique et opérationnelle. Ce devrait être là une considération essentielle dans la prise de toutes les décisions.

Les changements climatiques sont un risque évident pour le secteur de la sécurité et de la justice.



Ils affectent les missions des organismes et leur environnement opérationnel. Ils accroissent les menaces et la demande de services dans tout le continuum, allant de la criminalité courante, de la sécurité frontalière et des urgences, au soutien juridique, à l'arbitrage, et à la réadaptation et la réinsertion sociale des délinquants. Ils ont des effets intrinsèques sur les infrastructures (bâtiments, routes, etc.), les transports (chaînes d'approvisionnement), les communications et l'approvisionnement en énergie. Ils ont par ailleurs des conséquences qui peuvent mettre en danger les droits civils, politiques, économiques et sociaux, notamment les droits à la vie, à l'accès à de la nourriture et de l'eau salubre, à la santé, à la sécurité, au logement et à la culture.

Le secteur dispose de nombreux moyens de lutter contre les effets des changements climatiques et d'en tenir compte, dans ses décisions opérationnelles de même que comme catalyseur de la préparation et de la planification. Cela cadre avec le devoir de tous les organismes de sécurité et de justice : être des gardiens responsables de veiller à la sécurité du public et de contribuer au bien-être de la société.



Cet article est le troisième d'une série en trois parties sur ce à quoi pourrait ressembler l'avenir de la sécurité et de la justice au Canada et comment nous pouvons y parvenir. Lisez la première partie, [En vue d'un accès équitable à la justice](#), et la deuxième partie, [Vers une nouvelle ère de sécurité et de bien-être des communautés](#).

Notes de fin

1. IBRAHIM, Dyna. [Perceptions du public à l'égard des services de police dans les provinces canadiennes, 2019](#), Statistique Canada, 25 novembre 2020.
2. BRIEFING ROOM. [Fact Sheet: Prioritizing Climate in Foreign Policy and National Security](#), Maison-Blanche, 21 octobre 2021.
3. GOUVERNEMENT DU CANADA. [Stratégie de développement durable du ministère de la Justice de 2020 à 2023](#) [sommaire], 28 février 2022.
4. GOV.UK. (2021, 25 janvier). [GFSL delivers on carbon reduction targets in English prisons](#), [communiqué de presse].
5. POLICE RÉGIONALE DE PEEL. [Peel Regional Police Set to Deploy it's First Electric Vehicle](#), 22 avril 2022.
6. YAKUB, Mehanaz. [« Police in Quebec and Nova Scotia look to electrify by adding a Ford Mustang Mach-E and Tesla Model 3 into their fleets this summer »](#), Electric Autonomy, 17 février 2022.
7. CISION. (2022, 12 février). [Ville de Repentigny et son Service de police \(SPVR\) : Projet pilote pour une première autopatrouille électrique au Québec adaptée aux appels d'urgence et une réflexion sur une nouvelle identité visuelle](#), Newswire.
8. SIMES, Randy A. [« Cincinnati's Bold Net-Zero Energy Police District Headquarters »](#), UrbanCincy, 28 mars 2016.
9. CINCINNATI LEEDS THE NATION. [Blue Goes Green: Net Zero Police Station](#), 2017.
10. GRAHAM, Hannah, et Rob WHITE. [« Greening Justice: Examining the Interfaces of Criminal, Social and Ecological Justice »](#), The British Journal of Criminology, vol. 55, no 5, septembre 2015.
11. VAN DER LINDEN, Sander, Ph. D. [« The Rise of Green Prison Programs: How Exposure to Nature is Reducing Crime »](#), Psychology Today, 16 août 2015.
12. ORGANISATION MÉTÉOROLOGIQUE MONDIALE. (2021, 31 août). [Les catastrophes météorologiques se sont multipliées au cours des 50 dernières années, causant plus de dégâts, mais moins de décès](#), [communiqué de presse].
13. MAHENDRAN, Rahini, Rongbin XU, Shanshanet LI et Yuming GUO. [« Interpersonal violence associated with hot weather »](#), The Lancet, septembre 2021.
14. MAHENDRAN, Rahini. [Interpersonal violence associated with hot weather](#).
15. CENTRE CANADIEN DES SERVICES CLIMATIQUES. [Changements dans la température](#), gouvernement du Canada, 8 avril 2019.
16. RANSON, Matthew. [« Crime, weather, and climate change »](#), Journal of Environmental Economic and Management, vol. 67, no 3, mai 2014.
17. PLANTE, Courtney, et Craig A. ANDERSON. [« Global Warming and Violent Behavior »](#), Association for Psychological Science, 31 janvier 2017.
18. GREAVES, Wilfrid. [« Climate change and security in Canada »](#), International Journal: Canada's Journal of Global Policy Analysis, vol. 76, no 2, 7 juillet 2021.
19. UNHCR, L'AGENCE DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS. [« Climate change and disaster displacement »](#), Environment, Disasters and Climate Change.
20. HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES AUX DROITS DE L'HOMME, ['Intolerable tide' of people displaced by climate change: UN expert](#), 23 juin 2022.
21. INSTITUTE FOR ECONOMIC AND PEACE. [« Over one billion people at threat of being displaced by 2050 due to environmental change »](#), 9 septembre 2020.
22. HUMAN RIGHTS WATCH. [« Canada : la crise climatique épuise les ressources alimentaires des Premières Nations »](#), 21 octobre 2020; NATIONAL COLLABORATING CENTRE FOR INDIGENOUS HEALTH (NCCIH). [« Climate Change and Indigenous Peoples in Canada: Health Impacts »](#), 2022; BLACKBURN, Mark. [« Indigenous communities to be hit with 'ecological grief, loss of land and traditional knowledge' because of climate crisis »](#), APTN News, 11 février 2022.
23. SÉCURITÉ PUBLIQUE CANADA. [Stratégie de sécurité civile pour le Canada : vers un 2030 marqué par la résilience](#), 2019.
24. KLINENBERG, Eric. [Heat Wave: A Social Autopsy of Disaster in Chicago](#), The University of Chicago Press, mai 2015.
25. PATNAIK, Aneesh, Jiahn SON, Alice FENG et Crystal ADE. [« Racial disparities and climate change »](#), Princeton Student Climate Initiative, 15 août 2020.
26. ROGERSON, Bethany, et Mimi MAJUMDAR. [« Narayan Resilience Hubs Can Help Communities Thrive – and Better Weather Disasters »](#), The Pew Charitable Trusts, 22 juin 2020.
27. GALLAGHER, Eileen. [« How Business Can Help Build Climate Resilience Today »](#), BSR, 14 septembre 2017.

Personnes-ressources

Auteurs

Lauren Jackson

Leader nationale, Sécurité et justice
Associée, Consultation
laurenjackson@deloitte.ca
416-775-8638

Mieka Buckley-Pearson

Directrice de service
Conseils financiers
mbuckleypearson@deloitte.ca
416-770-5189

Collaboratrices

Karen Lamola

Conseillère principale
Transformation du secteur public

Emma Rose Bonanno

Directrice
Transformation du secteur public

Lucia Nalbandian

Conseillère
Transformation du secteur public

La présente publication ne contient que des renseignements généraux, et Deloitte n'y fournit aucun conseil ou service professionnel dans les domaines de la comptabilité, des affaires, des finances, des placements, du droit ou de la fiscalité, ni aucun autre type de service ou conseil. Ce document ne remplace pas les services ou conseils professionnels et ne devrait pas être utilisé pour prendre des décisions ou mettre en oeuvre des mesures susceptibles d'avoir une incidence sur vos finances ou votre entreprise. Avant de prendre de telles décisions ou mesures, vous devriez consulter un conseiller professionnel compétent. Deloitte ne pourra être tenu responsable des pertes que pourrait subir une personne ou une entité qui se fie à la présente publication.

À propos de Deloitte

Deloitte offre des services dans les domaines de l'audit et de la certification, de la consultation, des conseils financiers, des conseils en gestion des risques, de la fiscalité et d'autres services connexes à de nombreuses sociétés ouvertes et fermées dans différents secteurs. Deloitte sert quatre entreprises sur cinq du palmarès Fortune Global 500^{MD} par l'intermédiaire de son réseau mondial de cabinets membres dans plus de 150 pays et territoires, qui offre les compétences de renommée mondiale, le savoir et les services dont les clients ont besoin pour surmonter les défis d'entreprise les plus complexes. Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois de l'Ontario, est le cabinet membre canadien de Deloitte Touche Tohmatsu Limited. Deloitte désigne une ou plusieurs entités parmi Deloitte Touche Tohmatsu Limited, société fermée à responsabilité limitée par garanties du Royaume-Uni, ainsi que son réseau de cabinets membres dont chacun constitue une entité juridique distincte et indépendante. Pour une description détaillée de la structure juridique de Deloitte Touche Tohmatsu Limited et de ses sociétés membres, voir www.deloitte.com/ca/apropos.

Notre raison d'être mondiale est d'avoir une influence marquante. Chez Deloitte Canada, cela se traduit par la création d'un avenir meilleur en accélérant et en élargissant l'accès au savoir. Nous croyons que nous pouvons concrétiser cette raison d'être en incarnant nos valeurs communes qui sont d'ouvrir la voie, de servir avec intégrité, de prendre soin les uns des autres, de favoriser l'inclusion et de collaborer pour avoir une influence mesurable.

Pour en apprendre davantage sur les quelque 330 000 professionnels de Deloitte, dont plus de 11 000 font partie du cabinet canadien, veuillez nous suivre sur [LinkedIn](#), [Twitter](#), [Instagram](#) ou [Facebook](#).